

## Prologue

### **Les mots en temps de crise : analyse des discours institutionnels et non institutionnels en Amérique latine contemporaine**

Henry Hernández Bayter<sup>1</sup>

Université de Lille – STL UMR CNRS 8163

henry.hernandez-bayter@univ-lille.fr

Camila Ribeiro<sup>2</sup>

La Rochelle Université – CRHIA

camila.ribeiro@univ-lr.fr

---

<sup>1</sup> Maître de conférences en linguistique de l'espagnol à l'Université de Lille.

<sup>2</sup> Docteure en Sciences du langage et professeure certifiée de portugais à l'Université de La Rochelle.

Dans un contexte mondial marqué par des bouleversements sociaux, environnementaux et politiques, l'Amérique latine a été traversée par de nombreuses crises. Depuis longtemps, la région subit une succession de turbulences qui affectent son organisation politique, économique et culturelle. La deuxième décennie des années 2000 a été particulièrement marquée par l'émergence ou l'intensification de crises climatiques, environnementales, sanitaires et migratoires, révélant les fragilités structurelles des sociétés latino-américaines : fractures sociales, économiques et numériques qui touchent aussi bien les populations que les institutions politiques.

Les flux migratoires, exacerbés par les crises politiques au Venezuela et en Colombie, par exemple, représentent l'un des défis majeurs pour la région. Ces migrations massives ont transformé les sociétés d'accueil, amplifiant les tensions locales, alimentant des discours xénophobes et complexifiant la gestion des crises migratoires. Combinées à l'instabilité politique, à la pauvreté endémique et à la violence omniprésente, ces vagues migratoires ont engendré de nouvelles dynamiques sociales et politiques, souvent marquées par une oscillation entre gouvernements de gauche et de droite, sans pour autant s'attaquer aux causes profondes des crises.

Dans ce contexte multifactoriel, la pandémie de COVID-19 a joué un rôle de catalyseur, exacerbant les inégalités préexistantes. Avec un taux de chômage avoisinant les 10 % et une économie en grande partie informelle (53 % de travailleurs non déclarés selon l'OIT), le continent a été durement frappé par les confinements et restrictions sanitaires. Sans soutien gouvernemental adéquat, des millions de travailleurs précaires ont lutté pour leur survie quotidienne, aggravant ainsi les inégalités sociales. La pandémie a mis en lumière l'urgence de repenser les modèles économiques et sociaux existants tout en alimentant de nouvelles formes de mobilisation.

Ces crises successives ont déclenché des vagues de protestations dans plusieurs pays, où les populations marginalisées ont revendiqué plus de droits, une meilleure justice sociale et la reconnaissance des minorités sexuelles, indigènes et afro-descendantes. Des mouvements sociaux puissants, comme ceux qui ont secoué le Chili et la Colombie entre 2019 et 2021, ont souligné la force des revendications populaires et la demande croissante de changements structurels. Ces mobilisations ne se limitent pas à des révoltes ponctuelles, mais traduisent un besoin profond de transformation de l'ordre social et politique.

Face à ces bouleversements, les discours institutionnels, étatiques et médiatiques ont joué un rôle central dans la perception, la compréhension et la gestion de ces crises. Parallèlement, des voix longtemps marginalisées, issues des mouvements sociaux, des

minorités et des citoyens les plus vulnérables, se sont imposées pour revendiquer leur place dans l'espace public. Ces discours, institutionnels ou non, sont devenus des outils essentiels pour influencer l'opinion publique, légitimer des actions politiques et façonner les nouvelles réalités socio-politiques.

Le colloque international de l'association ADAL, tenu du 24 au 26 janvier 2024 à l'École des Hautes Études Internationales et Politiques (HEIP) à Paris, s'est donné pour mission d'explorer comment ces discours, qu'ils soient institutionnels ou issus des mouvements sociaux, participent à la construction des réalités politiques, sociales et environnementales en Amérique latine. Il s'agissait de comprendre comment États, médias et acteurs sociaux et politiques utilisent le langage pour légitimer leurs actions, imposer leur vision des crises et orienter les comportements des citoyens. Ces discours sont analysés non comme de simples récits descriptifs, mais comme des instruments performatifs façonnant la perception des événements et les réponses qui leur sont apportées.

Le premier axe de réflexion du colloque s'est concentré sur les discours institutionnels et médiatiques qui ont contribué à construire les crises en tant qu'événements. Il interroge les réactions des gouvernements et des médias face aux crises climatiques, environnementales et sanitaires qui ont secoué le continent. Quels types de discours ont été utilisés pour influencer les comportements des citoyens et façonner leur perception de la réalité ? Comment les discours politiques liés à l'environnement en Amérique latine s'inscrivent-ils dans la dynamique de construction de ces événements ?

Le second axe s'est penché sur les discours non institutionnels, souvent portés par des mouvements sociaux, des minorités et des groupes marginalisés, qui contestent les récits officiels et s'opposent aux discours dominants. Comment les réseaux sociaux numériques ont-ils permis à ces acteurs de s'organiser, se mobiliser et faire entendre leurs voix ? En quoi ces discours alternatifs, opposés aux récits institutionnels, ont-ils réussi à créer de nouvelles formes de légitimité et de reconnaissance ? Les mobilisations contre le changement climatique ou les soulèvements populaires spontanés ont-ils ouvert la voie à des subjectivations politiques inédites et à de nouvelles conditions d'énonciation pour les groupes invisibilisés ?

En rassemblant des chercheur.e.s de diverses disciplines, le colloque a visé à explorer les multiples formes de discours qui, en Amérique latine, contribuent activement à la construction des réalités sociales et politiques contemporaines. Il a proposé une réflexion sur les enjeux de légitimation et de pouvoir à travers le prisme du discours, en mettant en lumière les dynamiques de domination et de résistance qui traversent les sociétés latino-américaines.

Ce colloque n'est pas une simple analyse des crises, mais une tentative de comprendre comment le discours, en tant qu'acte performatif, façonne et transforme les réalités politiques et sociales.

Ce numéro de la revue *Heterotópica* présente un aperçu des réflexions développées par les intervenants lors de ce colloque. Les articles proposent une analyse approfondie des stratégies discursives employées par les institutions pour justifier leur légitimité et influencer l'opinion publique.

L'article de Nathalia Lamprea Abril analyse la grève nationale de 2021 en Colombie, qui a été une réponse à une crise socio-économique et politique exacerbée par la pandémie de COVID-19, la pauvreté, les inégalités structurelles et la violence historique. Le *Paro* a permis de remettre en question et de transformer les récits dominants par la production de contre-discours et de nouvelles territorialités de la mémoire. L'étude explore deux manifestations de ces mémoires violentes : une intervention performative dans les rues de Bogota et des messages Twitter sur les faux positifs et les disparitions en Colombie, révélant comment ces actions collectives politisées créent de nouvelles significations et territorialités alternatives.

L'article de Manuel Santiago Herrera Martinez examine comment Samuel García, lors de sa campagne pour le poste de gouverneur de Nuevo León, a utilisé la viande grillée comme outil pour améliorer son image et négocier avec les électeurs. À travers une analyse qualitative du discours du candidat, l'étude montre comment la nourriture peut créer une atmosphère de confort et projeter une image de modestie et d'accessibilité.

Olga Nelly Estrada et Maria Eugenia Flores Treviño analysent les féminicides au Mexique, mettant en évidence la violence patriarcale et institutionnelle qui touche les femmes. Leur étude se concentre sur la construction médiatique de quatre cas de féminicides dans le nord-est du pays, en tenant compte des voix des familles des victimes, des organisations sociales, des activistes et des autorités.

L'article de Sônia Caldas Pessoa et Jude Civil explore les expériences des migrants haïtiens à Belo Horizonte, au Brésil, en examinant les tensions entre les affects, les imaginaires socio-discursifs et le racisme. À travers une analyse qualitative, les auteurs mettent en lumière les défis émotionnels et sociaux des migrants et les obstacles structurels qui entravent leur intégration, tels que la reconnaissance des diplômes et l'accès au marché du travail.

Alejandra Ivett Requena Hernandez et Orlando Valdez Vega analysent le discours de Samuel García, en soulignant sa capacité à s'adapter à différents publics et médias. L'étude démontre comment García utilise des stratégies discursives, notamment des actes d'impolitesse verbale, pour attaquer ses adversaires et renforcer son image, marquée par des communications directes et provocatrices sur les réseaux sociaux.

L'article de Maria Eugenia Flores Treviño explore le discours politique du président Andrés Manuel López Obrador, en mettant en lumière son utilisation stratégique de l'ethos médiatique pour construire une identité politique et stigmatiser ses adversaires. L'analyse examine les liens entre discours, croyance et pouvoir, révélant comment le président exploite son autorité pour renforcer son image tout en marginalisant ses opposants.

Enfin, Isabel Muniz-Lima et Evandro de Melo Catalão interrogent les stratégies technotextuelles employées par l'activiste brésilien Junior Yanomami pour aborder la crise humanitaire sur les terres Yanomami au Brésil. Leur étude analyse l'utilisation des ressources technolangagières dans les publications sur X, soulignant comment ces stratégies renforcent l'argumentation et suscitent l'adhésion des interlocuteurs.

Finalement, nous tenons à renouveler nos remerciements à l'HEIP Paris d'avoir accepté d'accueillir cet événement scientifique et à la revue *Heterotópica* d'avoir rendu possible la diffusion des riches débats entamés en janvier 2024.